

René Collin «Après Lutgen, Prévot est le favori»

RENCONTRE

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Malgré son petit côté ringard, il y a des traditions qui perdurent, comme la dinde le jour de Noël ou les vœux en début d'année. Ça tombe bien ! Pour 2018, le monde politique wallon a l'embaras du choix. Entre le scandale Publifin, les démissions en cascade et l'ancienne majorité PS-cdH qui a volé en éclats à Namur, sans parler de certains partis comme le cdH qui s'écrasent dans les sondages, ce ne sont pas les sujets d'inspiration qui manquent pour recommencer d'un bon pied. Mais blague dans le coin, derrière sa bonhomie qu'il importe du Luxembourg, le centriste René Collin, ministre de l'Agriculture et du Patrimoine en Région wallonne, touche ici un thème essentiel. *«Le plus important est de rendre rapidement à l'action publique toute son utilité et retrouver des liens que la politique a malheureusement perdus avec les citoyens de sa faute par laxisme, indifférence ou distraction. L'action publique doit être utile et doit correspondre à un besoin citoyen.»*

Une réforme intra-francophones

Ce dévoiement qui a éloigné l'homme politique de son rôle, c'est un peu l'histoire du serpent qui se mord la queue. *«La professionnalisation de la politique a fait en sorte qu'elle a aujourd'hui le monopole de la compréhension. Pour comprendre la politique belge, il faut la pratiquer. Le système est trop compliqué et le citoyen n'y comprend plus rien. Les seuls rendez-vous électoraux ne suffisent plus. On doit inventer une nouvelle forme de démocratie. On ne peut plus se satisfaire des rendez-vous électoraux tous les 6 ans pour les communales et tous les 5 ans pour les régionales et les fédérales pour rendre des comptes. On doit inventer de nouveaux moyens de communication avec le citoyen. Pourquoi ne pas mettre en place des référendums en Wallonie. On sait que ce n'est pas possible de le faire au niveau fédéral mais il ne faut pas attendre un rendez-vous électoral pour prendre le pouls dans la population. On doit pouvoir consulter les gens.»*

Prêchant pour plus de clarté dans le jeu politique, loin de lui l'idée d'endosser le costume de révolutionnaire wallon partisan d'une sécession intégrale avec la Communauté française et un rapatriement de l'enseignement à Namur au nom de la lisibilité politique. Il laisse ce combat aux régionalistes, ce qu'il n'est pas. Mais René Collin plaide néanmoins pour des avancées dans le paysage kafkaïen francophone. *«Je suis un partisan du maintien de la Communauté française mais il y a des choses qui doivent bouger entre la Région et la Communauté. Il y a des transferts à faire. Je suis ministre du Patrimoine. Le patrimoine immobilier par destination est une compétence régionale alors que le patrimoine mobilier est du ressort de la Communauté française. Idem pour le sport, les infrastructures sportives sont gérées par la Wallonie et la politique sportive est entre les mains de la Communauté. C'est incompréhensible pour le*

citoyen. Il faut fusionner ces compétences.» La solution n'est cependant pas si simple et sans y prendre garde, le monde politique pourrait vite créer de nouvelles bizarreries «belges». *«Il faut trouver les modalités en évitant de créer dans les fédérations francophones du sport une fédération wallonne et bruxelloise.»*

Mais René Collin vous aura prévenu: *«La politique en Belgique, ce n'est pas simple!»* Et on en revient toujours au point de départ: la communication. Un art que certains hommes et femmes politiques dénaturent. *«Le politique communique, beaucoup, mais mal. Il pense au court terme avec la petite phrase sur Twitter qui fera mouche et se désintéresse d'une communication plus globale par rapport au système dans lequel on vit. Comment peut-on en vouloir aux gens de se désintéresser de la politique si on ne prend pas la peine d'expliquer le cadre dans lequel on se trouve?»*

Derrière ce constat amer, René Collin n'est pas en train de nous dire qu'il jette les gants. La politique, il l'a dans le sang depuis son premier mandat exercé à 25 ans à Erezée. Mais au moment des bonnes résolutions du début d'année, l'heure est au mea culpa collectif. *«L'action politique, c'est une passion mais cette fonction s'est affaiblie. Le politique n'est pas suffisamment transparent.»*

Si le constat touche la classe politique dans son ensemble, il touche a fortiori la famille cdH. Le coup de théâtre du président Benoît Lutgen le 19 juin en annonçant qu'il ne voulait plus des socialistes en Wallonie a brouillé les cartes à l'intérieur d'un parti en quête de reconnaissance. *«On peut commenter la décision de Benoît Lutgen dans tous les sens mais c'est un véritable courage politique car cette démarche était à risque pour le cdH. Le parti aurait pu se retrouver dans l'opposition. J'espère que l'histoire prochaine lui rendra raison. L'aberration, elle vient surtout de ceux qui ont profité de la situation alors qu'ils n'ont pas fait preuve de ce courage politique. Je pense aux écolos qui sont restés prudemment au balcon en se disant qu'ils n'avaient rien à gagner en cumulant leur rôle d'opposition au Fédéral et un rôle de participation dans un exécutif régional. Et Défil a même réussi l'exploit d'apparaître soudainement au centre du jeu politique en refusant de faire ce que leurs électeurs demandaient pour rester dans les pantaloufles socialistes.»*

Le cdH, un parti moderne et radical

Dans un échiquier politique en plein mouvement avec la percée du PTB et d'Ecolo dans les sondages et le coude-à-coude entre le PS et le MR, ce n'est pas de trop de dire que le cdH se cherche une place. Mais René Collin refuse de parler de survie! *«Non, les centristes ont leur place. Ce n'est pas un hasard si c'est sur un boulevard centriste que Macron s'est fait élire Président en France. Notre parti s'est*

créé sur la négation du débat entre la gauche et la droite. Gauche droite, c'est un faux débat. Quand je vais prendre une décision pour valoriser une forêt, je ne me demande pas si elle est de gauche ou de droite. Le PS et le MR sont dans cet antagonisme gauche droite. L'avenir du parti est

assuré car le cdH est un parti moderne. On ne court plus sur tout ce qui bouge. Des priorités ont été ciblées. Notre discours est plus radical. Le radicalisme est utile dans des moments de société où il ne faut pas de demi-mesure.»

Persuadé que le cdH ne prêche pas dans le vide, le ministre Collin en veut pour preuve les trois priorités dressées par son parti pour le futur plan d'investissement en Wallonie. *«Il faut un vrai pacte énergétique et des mesures fortes pour assurer la transition énergétique. Il faut relever le défi de la mobilité et se fixer des objectifs stratégiques au-delà du court terme. Idem pour l'innovation et la numérique. Il faut généraliser l'accès au numérique. Ce sont des priorités et il faut y consacrer 80% des budgets qui seront mobilisés. Il faut arrêter avec le saupoudrage.»*

Lutgen, il doit mieux communiquer

Reste la question du cavalier Lutgen! À l'heure où un débat interne sur l'avenir du parti mobilise une partie des élus humanistes, Benoît Lutgen doit-il rester en selle? Entre Ardennois, la fidélité est une chose sacrée. Ancien chef de cabinet de Lutgen père, René Collin défend le fils président. *«Mais il doit peut-être communiquer plus et être moins altruiste. Il doit aussi peut-être être plus autoritaire et visible mais n'oublions pas qu'il est celui qui a donné le cap d'un parti plus radical.»*

La question de la succession à la tête du parti est cependant posée. Le mandat de Benoît Lutgen se termine en 2019. *«Benoît Lutgen a encore des choses à faire à la présidence mais après lui, le meilleur président c'est Maxime Prévot. C'est le favori, sans hésitation! Il partage avec Benoît Lutgen cette capacité d'entraînement, cette force de conviction et cette indépendance.»*

Francken, démission

Evoquant la cohabitation wallonne avec les libéraux *«qui se déroule comme il faut avec des gros dossiers en chantier et déjà des acquis comme la réforme fiscale et la fin de la télé-redevance»*, René Collin ne cache pas son malaise vis-à-vis des décisions des libéraux au Fédéral. *«Je ne vais pas commencer à me taire parce nous sommes en coalition avec les libéraux en Wallonie. Le gouvernement fédéral attaque la ruralité en supprimant les centres de la protection civile à Ghlin et Libramont. Je n'entends pas non plus me taire par rapport à Theo Francken. Il aurait dû démissionner depuis longtemps. Les expressions de Theo Francken sont la négation des principes des droits de l'homme. Comment peut-on justifier l'accueil triomphal qu'on réserve à un indépendantiste catalan au nom des droits de l'homme en niant dans le même temps les droits des minorités francophones dans certaines communes ou en niant l'application des conventions de droits humanitaires des Nations unies? Je ne peux pas concevoir qu'on puisse faire croire qu'il serait des provinces au Soudan dans lesquelles il n'y a pas de risque de torture alors que le Soudan fait la démonstration tous les jours que le risque est présent partout. Lorsque Charles Michel dit qu'il faut une attitude humaine et ferme, c'est exactement ce que*

dit Trump. Mais les décisions de Francken sont la négation des conventions de Genève.»

Réforme historique du bail à ferme

Sur le poto-poto wallon, le ministre de l'Agriculture vient de décrocher un accord historique entre les agriculteurs et les propriétaires de terres. «Nous allons réformer le bail à ferme. Cette législation date de 1969 et n'a pratiquement plus bougé. Il faut retrouver un équilibre entre les agriculteurs et les propriétaires. Aujourd'hui, si un locataire exploite une

terre et qu'il fait la démonstration qu'il a payé, c'est difficile pour le propriétaire de récupérer sa terre. Un autre inconvénient pour le propriétaire, si sa terre est grevée d'un bail à ferme, est la décote en cas de vente. On parle d'une différence de plus de 40%. Un locataire peut aussi actuellement échanger de terre avec un autre agriculteur sans informer le propriétaire. Il faut moderniser cette législation. Au niveau de la durée du bail, l'accord prévoit un bail classique de 9 ans renouvelable 3 fois maximum. C'est une évolution importante.» Un de ses autres objectifs au niveau agricole est de faire passer de 11% à

20% le nombre d'agriculteurs bio en Wallonie d'ici 2020.

Mais dans l'immédiat, l'ancien bourgmestre d'Erezée briguera le mayorat de Marche lors des élections communales d'octobre. Il se retrouvera face à Willy Borsus, un autre poids lourd de la politique wallonne qu'il côtoie au gouvernement. Cette aventure pourrait l'obliger à quitter son poste de ministre à Namur fin 2018. «Mais n'oubliez pas que le bourgmestre actuel André Bouchat (cdH) fait des scores colossaux. Je ne suis donc pas pressé.»

LES PHRASES CLÉS

«Le politique communique, beaucoup, mais mal. Il pense au court terme.»

«Benoît Lutgen doit peut-être communiquer plus et être moins altruiste. Il doit aussi peut-être être plus autoritaire et visible.»

«Theo Francken aurait dû démissionner depuis longtemps. Ses expressions sont la négation des principes des droits de l'homme.»

CV EXPRESS

Ministre cdH de l'Agriculture, de la Nature, du Tourisme et du Patrimoine au gouvernement wallon. René Collin est né en 1958.

Diplômé en droit, il a notamment été secrétaire politique du ministre Charles-Ferdinand Nothomb et chef de cabinet de Guy Lutgen.

Originaire d'Erezée, il s'est installé à Marche en 2015 où il brigue le poste de bourgmestre cette année face à un certain Willy Borsus.